LES REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE ET DES PERSONNELS MOBILISÉS SONT LÉGITIMES, JUSTES ET FINANÇABLES : C'EST UNE QUESTION DE CHOIX BUDGÉTAIRES !

La jeunesse mobilisée porte un discours construit. Ses revendications sont légitimes et rejoignent en grande partie celles que la FSU porte depuis des années pour une tout autre école, émancipatrice et démocratique, de la maternelle à l'université. L'intersyndicale lycéenne et étudiante réclame 10 milliards (Mds) d'euros pour 10 mesures d'urgence. Nous en avons chiffré 3 qui sont également portées par les personnels que représente la FSU. Dans la 7e puissance économique mondiale, il est possible d'investir dans l'avenir, à condition de faire d'autres choix budgétaires : l'État peut augmenter ses recettes fiscales en mobilisant les richesses existantes.

Mesure d'urgence n°1 : Embauche massive de personnels éducatif, psychologues, de santé-sociaux et d'accompagnement

La baisse démographique doit être un levier pour réduire les effectifs et améliorer les apprentissages, dès la maternelle. Elle ne doit pas servir de prétexte à de nouvelles suppressions de postes. Les absences non remplacées, les équipes pluri-professionnelles incomplètes, le manque d'AESH, montrent combien les besoins restent importants partout. Par exemple, dans le premier degré, atteindre la moyenne européenne des effectifs par classe nécessiterait près de 30 000 emplois d'enseignant·es supplémentaires. Le second degré public aurait besoin de 37 000 emplois d'enseignant·es en plus pour retrouver le taux d'encadrement de 2006. Dans les lycées professionnels, accroitre le temps scolaire nécessiterait 17 000 postes pour créer une 4e année de bac pro, et 8 000 pour augmenter le volume des enseignements. Un plan pluriannuel de recrutements massifs est donc une nécessité, mais cela impose une revalorisation des salaires et des carrières pour faire face à la crise de recrutements dans nos métiers (+ 20 % de point d'indice, et + 80 points pour toutes et tous ; indexation, et refonte des grilles).

CHIFFRAGE D'UNE PREMIÈRE RÉPONSE D'URGENCE

» **4 Mds d'euros permettraient le rattrapage de 20 % de la valeur du point d'indice et 520 millions de créer 10 000 postes.**

Mesure d'urgence n°2 : Mettre fin à la sélection à l'université via Parcoursup et Mon Master, créer massivement des places dans l'enseignement supérieur public

À l'université, des dizaines de milliers d'étudiant·es supplémentaires issu·es de la hausse démographique du début des années 2000 ont été accueilli·es ces dernières années, avec des budgets en baisse en euros constants et dans des conditions d'étude toujours plus dégradées. En juillet 2026, 126 652 candidat·es se sont retrouvé·es sans proposition d'admission à l'issue de la fin de la phase principale de Parcoursup. Le droit de poursuivre ses études s'inscrit dans une ambition de démocratisation de toute la scolarité. Les recrutements évoqués précédemment sont essentiels pour combattre les inégalités en amont, mais doivent s'accompagner de nouvelles capacités d'accueil à l'université, pour accueillir tou·tes les bachelier·ères. 12,5 Mds d'euros permettraient de construire 10 universités et de recruter les personnels nécessaires, mais il faut également recruter des personnels pour diminuer les fortes inégalités d'encadrement existantes. En complément, il faut développer les formations supérieures en lycée (les BTS et tous les types de CPGE).

CHIFFRAGE D'UNE PREMIÈRE RÉPONSE D'URGENCE

» **1,5 Mds d'euros permettraient de créer 150 000 places dans l'enseignement supérieur public. Recruter 12 000 personnels permettrait de réduire de moitié les inégalités.**

Mesure d'urgence n°3 : Engager un plan d'urgence de rénovation du bâti scolaire et universitaire

De la maternelle à l'université, la vétusté des locaux dégrade les conditions d'apprentissage et de travail. Les fortes chaleurs rendent cette situation particulièrement préoccupante y compris pour la santé des usager·ères et des personnels. 50 milliards d'euros sur 10 ans soit 5 Mds par an (selon l'Alliance Écologique et Sociale et plusieurs rapports d'enquête parlementaires), permettrait de rénover les bâtiments scolaires, les adapter au changement climatique, réduire leurs effets sur l'environnement et garantir leur accessibilité, avec une attention particulière aux territoires les plus défavorisés. Le gouvernement vient d'annoncer 4 Mds d'euros d'ici 2030 sous forme de prêt aux collectivités territoriales. Non seulement ce montant est insuffisant (environ 1 Md d'euros par an sur 4 ans) et ne concerne que les lycées, mais la logique de prêt sur appels à projets risque d'accentuer les inégalités territoriales. Pour l'université, c'est au moins 12 Mds d'euros qui sont nécessaires pour les besoins urgents. Un véritable plan de rénovation des bâtiments est indispensable. Cela passe nécessairement par des dotations à la hauteur des enjeux, ainsi que par la création (au niveau national) et le renforcement (au niveau local) des instances de dialogue social consacrées au bâti scolaire.

CHIFFRAGE D'UNE PREMIÈRE RÉPONSE D'URGENCE

» **1 Md d'euros de dotation (et non de prêt) permettrait de doubler l'enveloppe d'urgence promise pour le bâti scolaire par le gouvernement en juillet, qu'il a ensuite diminuée de 80 % en catimini. 1 Md d'euros dès 2027 est nécessaire pour le bâti universitaire.**

Ces mesures d'urgence représenteraient un peu plus du tiers des recettes de la « taxe Zucman* » : un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des contribuables les plus riches qui possèdent plus de 100 millions d'euros.

** Cette « taxe Zucman » a pour objectif l'égalité devant l'impôt de tou·tes les citoyen·nes comme le rappelle l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés »*

Cela sans compter toutes les autres sources de recettes fiscales possibles ! Pour les connaître et tester à quoi pourrait servir un impôt plus juste :
https://fsu.fr/a-quoi-pourrait-servir-un-impot-plus-juste/

Testez notre simulateur de budget ☝

Après les mobilisations de septembre-octobre qui ont déjà fait bouger les lignes, la grève interprofessionnelle du 5 novembre sera l'occasion de porter dans la rue et le débat public nos exigences pour un autre budget, et un tout autre futur.

Alors toutes et tous en grève et en manifestations, faisons converger nos revendications pour une justice sociale, fiscale et écologique !

F.S.U. Engagé·es au quotidien